Texte original

**Protocole
d'adhésion de la Principauté de Monaco
à la Convention sur la protection des Alpes
(Protocole d'adhésion)**

Conclu à Chambéry le 20 décembre 1994
Approuvé par l'Assemblée fédérale le 16 décembre 1998¹
Instrument de ratification suisse déposé le 28 janvier 1999
Entré en vigueur pour la Suisse le 28 avril 1999
(Etat le 31 août 2004)

---

*La République fédérale d'Allemagne,
la République d'Autriche,
la République française,
la République italienne,
la Principauté de Liechtenstein,
la République de Slovénie
la Confédération suisse
la Communauté européenne,*
signataires de la Convention du 7 novembre 1991 sur la protection des Alpes
(Convention alpine)²,
*d'une part
et la Principauté de Monaco, d'autre part,*
considérant que la Principauté de Monaco a demandé à devenir partie à la convention alpine,
désireuses de veiller à la protection des Alpes sur la totalité de l'arc alpin,
sont convenues des dispositions suivantes:

Art. 1

La Principauté de Monaco devient partie contractante à la convention sur la protection des Alpes, telle que modifiée par le présent protocole d'adhésion.

Art. 2

Au préambule, est ajouté «La Principauté de Monaco».

RO 2003 2551; FF 1997 IV 581

¹ RO 2003 2540

² RS 0.700.1

Art. 3

L'annexe³ décrivant et représentant la région des Alpes qui constitue le champ d'application de la convention alpine est modifiée comme suit:

- a) la liste des unités administratives de l'espace alpin est complétée comme suit:
  - Principauté de Monaco.
- b) la carte figurant à l'annexe de la convention alpine est remplacée par la carte annexée au présent protocole d'adhésion.

Art. 4

(1) Le consentement à être lié par le présent protocole d'adhésion peut être exprimé par:

- signature non soumise à ratification, acceptation ou approbation. L'Etat qui fait usage de cette possibilité notifie au dépositaire, au moment de la signature, que sa signature vaut consentement à être lié par le présent protocole d'adhésion.
- signature soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du dépositaire.

(2) Le présent protocole d'adhésion entre en vigueur trois mois après la date à laquelle les trois conditions suivantes sont réalisées:

- la convention alpine est entrée en vigueur;
- les parties contractantes à la convention alpine ont exprimé leur consentement à être liées par le présent protocole d'adhésion;
- la Principauté de Monaco a exprimé son consentement à être liée par le présent protocole d'adhésion.

(3) Le consentement à être lié par le présent protocole d'adhésion pour les signataires qui ne sont pas encore parties contractantes à la convention alpine ne prendra effet qu'à la date d'entrée en vigueur à leur égard de la convention alpine.

Art. 5

A compter de la signature du présent protocole d'adhésion, nul ne devrait établir son consentement à être lié par la convention alpine sans établir préalablement ou simultanément son consentement à être lié par le présent protocole d'adhésion.

Art. 6

La dénonciation du présent protocole d'adhésion ne peut être effectuée que par dénonciation de la convention alpine.

³ Seules les indications concernant la Suisse sont insérées dans l'annexe à cette convention.

Art. 7

Le depositaire notifie à toutes les parties contractantes et à toutes les parties signataires:

- toute signature, en précisant si elle est soumise ou non à ratification, acceptation ou approbation;
- le dépôt de tout instrument de ratification, acceptation ou approbation;
- toute date d'entrée en vigueur, conformément à l'art. 4;
- toute notification de dénonciation et sa date d'effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole d'adhésion.

Fait à Chambéry, le 20 décembre 1994, en français, allemand, italien et slovène, les quatre textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives de la République d'Autriche. Le depositaire communique copie certifiée conforme à tous les signataires.

(Suivent les signatures)

Champ d'application du protocole le 16 juin 2004

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
Allemagne	22 décembre	1998	22 mars	1999
Autriche	8 juillet	1997	22 mars	1999
Communauté européenne (CE)/ Communauté économique euro- péenne (CEE)/				
Union européenne (UE)	14 janvier	1998	22 mars	1999
France	13 avril	1995	22 mars	1999
Italie	7 mai	2004	7 août	2004
Liechtenstein	16 mars	1995	22 mars	1999
Monaco	26 janvier	1995	22 mars	1999
Slovénie	22 mai	1995	22 mars	1999
Suisse	28 janvier	1999	28 avril	1999